

Michel Foucault repère l'émergence, au milieu du XVIII^e siècle, avec les physiocrates, de l'idée d'une science du gouvernement des populations. Un gouvernement où il ne s'agit plus d'imposer une loi aux hommes, comme c'était le cas du souverain envers ses sujets, mais plutôt de disposer des choses, d'utiliser des tactiques pour gouverner, conduire, piloter les hommes. Le gouvernement économique est celui qui conduit de manière efficace et optimale cet ensemble d'individus qu'est la « population ». C'est celui qui, comme le dit Foucault, agit à la fois sur un ensemble d'éléments biologiques et à la fois sur un ensemble d'éléments de comportements, d'opinions, d'habitudes : « [Avec les physiocrates] la population va cesser d'apparaître comme une collection de sujets de droit, comme une collection de volontés soumises qui doivent obéir à la volonté du souverain par l'intermédiaire des règlements, lois, édits, etc. On va la considérer comme un ensemble de processus qu'il faut gérer dans ce qu'ils ont de naturel et à partir de ce qu'ils ont de naturel. [...] La population apparaît donc comme un phénomène de nature que l'on ne peut pas changer comme par décret, mais cela ne veut pas dire que la population soit une nature inaccessible et qui ne soit pas pénétrable, au contraire. Et c'est là où l'analyse des physiocrates et des économistes devient intéressante, c'est que cette naturalité que l'on repère dans le fait de la population est perpétuellement accessible à des agents et à des techniques de transformation, à condition que ces agents et ces techniques de transformation soient à la fois éclairés, réfléchis, analytiques, calculés, calculateurs¹. »

À travers ces dispositifs de gouvernement, ce qui est visé, c'est bien la population, et le milieu « dans lequel » et « par lequel » elle vit. Si bien que, pour les économistes du XVIII^e siècle, il dépend intégralement du gouvernement d'agir sur la population, mais aussi d'agir sur la température de l'air, sur le climat, sur les montagnes, les rivières ou les forêts. Les gouvernants, par leurs actions, par leurs lois, par leurs impôts, par leur exemple même, régissent l'existence physique et morale de la population. En ce sens, notre époque est encore *physiocratique*, c'est une époque où le gouvernement se décline désormais comme pure administration économique des êtres et des choses, c'est-à-dire comme pure calcul. D'ailleurs, les gouvernants du monde et leurs experts ne s'en cachent pas. Pour tenir fermement les peuples, il faut d'abord les transformer en « population », et pour gérer efficacement la Terre, il faut d'abord la transformer en un « système ». De la FAO à l'ONU en passant

par le GIEC, il est de règle de toujours calculer les contraintes de ressources comme celles du climat dans le seul but de les intégrer au processus économique. C'est encore une approche physiocratique qui prévaut dans les esprits de ces experts : s'appuyer sur les services rendus par les agrosystèmes et les écosystèmes, en utilisant au maximum la nature comme facteur de production, tout en ménageant, bien entendu, ses « capacités de renouvellement ». Gouverner le climat, gouverner des populations, gouverner des ressources naturelles, gouverner la planète sont la grammaire économique qu'on voudrait nous imposer comme unique langage.

Mais pour que cette mise en calcul soit possible, il a fallu d'abord que les vivants se conforment de force à ce *continuum* comptable. Il a fallu préalablement que la « nature » se constitue comme sujet séparé, qu'elle se fasse analyser, classifier, représenter dans les grilles d'analyse des sciences dites naturelles pour que les économistes puissent produire leurs tableaux où rentreront les choses et les êtres, bien ordonnés, les uns à côté des autres, pour être décrits, mesurés, échangés, et que des étalons d'équivalences fixent les prix de chaque chose, finalement réduite à une ligne de chiffres, se constituant alors en instruments universels d'analyse. L'invention au milieu du XVIII^e siècle de sciences comme l'agronomie ou la sylviculture est aussi le passage vers une mise en ordre des vivants à travers leur formalisation dans des tableaux économiques afin de les ordonner. Précisément, de les ordonner en les identifiant. Des hommes, qui sont alors à la croisée de sciences apparemment aussi éloignées que la botanique et l'économie ou que l'arboriculture et la mécanique, se donnent alors pour tâche de dresser les contours exacts des vivants en conformité avec les besoins de l'industrie du bois. Par exemple, le mathématicien et botaniste Réaumur, en 1721, écrit la première théorie économique de *compensation* afin de remédier à la diminution de bois en prônant le reboisement systématique de certaines essences tout en augmentant la production des forges et des fourneaux.

1. Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population*, Gallimard-Seuil, Paris, 2004, pp. 72-73.

ÊTRE FORÊTS

Habiter des territoires
en lutte

Jean Baptiste VIDALOU

Jusqu'alors, il y avait bien un tissu inextricable de choses et de signes, des êtres et des liens qui les reliaient au monde, toute une fabulation mythologique plus ou moins chaotique. Jusqu'alors, faire l'histoire d'une plante ou d'un animal consistait à dire ses organes ou ses éléments, mais aussi à raconter les ressemblances qu'on peut y trouver, les analogies qui s'y logent ; c'était révéler les légendes, les histoires, les vertus, les médicaments, les aliments qu'on pouvait en tirer, c'était donc faire l'*histoire des liens entre cet être et le monde*. À cette époque charnière, entre la fin du XVII^e et le XVIII^e siècle, au creuset de l'économie politique, ce sont les êtres qui sont mis à nu. Le tissu multiple qui les entrelaçait au monde laisse place à leur pure « représentation », lisse et fidèle. Non plus des fables, des récits, des histoires, mais un même tableau général, une même grille. Non plus des légendes, non plus des goûts et des saveurs, presque pas de toucher, mais de la *visibilité*. Et c'est sous cette seule loi que seront nommés et classés telle ou telle plante, tel ou tel arbre, tel ou tel animal. Car seul le sens de la vue permet, selon cette mise en tableau du vivant, une véritable connaissance. Et encore, les couleurs sont dénigrées, seules comptent les surfaces, les grandeurs, les nombres. Mais c'est donc à une restriction fondamentale des perceptions, et comme à une dépossession des savoirs, qu'on assiste sous les assauts de ce système mutilé et foncièrement triste, myope et gris.

« Comme le calcul absolu régit entièrement la volonté, il semble qu'il n'y ait plus rien à côté de la volonté, sauf le penchant pur et simple qui pousse l'homme [de l'organisation] à calculer et pour lequel "tout calculer" est la première règle du calcul. »

Martin HEIDEGGER, *Dépassement de la métaphysique*.

N'en déplaise aux nostalgiques, on est passé, en l'espace d'un siècle, de la vieille idée de conservation de la nature à celle de *gouvernance de la biodiversité*. Ce concept est plus propice à la quantification puisque la diversité en question n'est plus que la *mise en série* de différences posées comme équivalentes dans un tableau de mesures économiques. La destruction de l'ensemble des tritons sur un territoire ou des oiseaux happés par des pales d'éoliennes industrielles se traduit par la perte d'une quantité (x) d'individus de l'espèce (y) sur la zone (z). Leur disparition peut dès lors être calculée *via* le marché des compensations. Le réel sensible des vies détruites est ainsi neutralisé en passant dans la sphère de la *pure représentation*.

Analyser le monde en termes de marché est profondément cynique. Qu'il puisse exister quelque chose comme des « banques de la biodiversité » le dit bien assez. Mais au-delà de cette grossière vision de la vie, ce que le marché en tant que technologie de tentative de généraliser est bien plutôt la mise à distance de toutes les formes de la vie, la généralisation à l'ensemble des êtres et des choses de la tyrannie de la mesure. Que l'on essaie seulement de s'imaginer ce que le terme « biomasse » évoque dans l'esprit des

énergéticiens, des politiciens ou des exploitants lorsqu'ils considèrent une forêt particulière : des mètres cubes, des tonnes, des surfaces, un puits de carbone, des flux de matières... invariablement des mesures universelles. Quelle pauvreté en monde ! Mais on se tromperait en voyant là une simple erreur d'échelle, préférant une gestion « durable et citoyenne » des ressources. Car cela n'est pas une question d'échelle, cela est une question *éthique*.

La réalité simple que tous les discours gestionnaires, qu'ils soient de gauche ou de droite, masquent systématiquement est que la Terre n'est pas un réservoir. Les êtres ne se définissent pas par leur stock d'énergie. La forêt ne se nourrit pas de chiffres. Les bêtes qui y vivent ou les humains qui habitent à ses abords ne s'affectent pas, ne se définissent pas en termes de « services » ou de « niche » écologique. Il s'agit pour la forêt d'imprégner son milieu autant que d'être imprégnée par lui. *Être pour elle, c'est être lié autant qu'être touché*. Comme le dit très bien Emanuele Coccia dans *La Vie des plantes* : « Être-au-monde signifie toujours exercer une influence en dehors de sa propre niche. Si le milieu ne commence pas au-delà de la peau du vivant, c'est parce que le monde est déjà en son intérieur. En ce sens, l'action du vivant sur le monde ne peut pas être considérée comme une forme d'ingénierie d'écosystème ». Si on regarde cette forêt-ci, celle que l'on aime, là où l'on va tous les jours, avec toute son histoire propre, les animaux et les insectes qui la peuplent, les humains qui l'ont parcourue pour la cultiver, y ramasser du bois, pour y chasser, on n'y voit goutte si on y applique la grammaire gestionnaire avec ses prédicats asthéniques. C'est une question de rapport au monde. Comment saisir une réalité aussi multiple, aussi vitale, faite d'interrelations invisibles, d'usages complexes, de techniques singulières, de liens plus ou moins denses, plus ou moins indistincts avec des catégories aussi manifestement pauvres que celles de « puits » ou de « gisement » ?

Le prix Nobel d'économie 2009, Elinor Ostrom, qui a inauguré l'année de la forêt à l'Onu en 2011, en a fait son fonds de commerce, voyez son *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. Recodés par la grammaire économique, les communs et leurs divers usages sont transformés en un « système d'unités de ressources » sur la base duquel des peuples avec leur histoire propre et leur rapport singulier sont convertis en individus rationnels – des « appropriateurs », agissant en fonction du calcul des avantages et des coûts, prendront des décisions concertées mais toujours flexibles quant à la bonne gestion de ce système. Combien de tonnes de bois extraites par an une forêt peut-elle supporter pour pouvoir renouveler ses services ? Combien de passages routiers un pont peut-il subir sans se dégrader ? Combien de cubes d'eau peuvent être pompés dans une nappe phréatique sans que celle-ci s'épuise ? Combien de milliers de volts supplémentaires une ligne THT peut-elle supporter sans mettre en péril la sécurité du réseau ? Combien de degrés supplémentaires le climat peut-il subir sans se déséquilibrer ? C'est le tour de passe-passe de cette gouvernance : nous proposer comme solution au désastre ce qui précisément nous a conduits à ce désastre. La Terre entière est là sommée de se livrer à la quantification intégrale, chaque chose et chaque être devant être calculés, mesurés comme pure ressource prévisible et mise en circulation – mais par là même réduits à peau de chagrin comptable.

En 1953, dans son importante conférence à l'École technique supérieure de Munich, Martin Heidegger avait mis en garde, en faisant la critique de la théorie des systèmes, c'est-à-dire de la cybernétique, contre le danger de la réduction universelle de la nature comprise comme *fonds*. Un fonds où tout est équivalent, un fonds mis à la disposition de la seule volonté de puissance technologique de l'homme, transformé lui-même en fonctionnaire, en « ouvrier d'équipement », cet individu dont la première règle du calcul est : « tout calculer ». Ce danger, il l'appelait, de manière assez forte, l'*arrondissement*, c'est-à-dire le processus par lequel tout être est forcé de rentrer dans le calcul total du monde et où toute chose est convertie en matériel énergétique. Ne constituant même plus des objets en face de nous, dignes d'une relation, mais devenant de pures ressources remplaçables ou réinvestissables. Heidegger en venait à dire que la représentation occidentale de la « nature » – considérée séparément comme une pure étendue homogène et disponible au champ d'investigation scientifique et mathématique – ne peut être dite précisément « nature » que dans la stricte mesure où elle a été dépeuplée, où les êtres vivants comme les

matières y ont été *arrachés*. La Terre entière, disait Heidegger, peut alors être considérée comme un gigantesque « entrepôt de minerais » et « mise en demeure de livrer de l'énergie qui puisse être extraite et accumulée³ ».

Il continuait en prenant l'exemple, des plus révélateur pour ce qui nous occupe ici, du forestier. Le forestier qui devient lui-même l'agent et l'objet, en tant que fonctionnaire, de ce système extractiviste. Le forestier, à la différence de son grand-père bûcheron qui parcourait pourtant les mêmes sentiers, ne participe plus à un monde habité où les choses se donneraient à voir autrement qu'à travers le pur calcul. Ce technicien-ingénieur n'est plus là que pour mesurer la quantité de bois que l'industrie lui commande de fournir. Elle-même ayant reçu commande de l'industrie du papier, elle-même exigée par les journaux, visant eux-mêmes une certaine « formation de l'opinion publique », elle-même ordonnée par les pouvoirs politiques, etc. Mais toute cette mise en système de la « cellulose », entre la coupe de bois et les magazines, ne fait en aucun cas *monde*. Elle obtient, elle transforme, elle accumule, elle répartit. Mais elle ne fait pas monde. L'arrondissement, dit Heidegger, force en définitive la nature à se convertir en un « complexe calculable et prévisible », c'est-à-dire à devenir un objet représenté, assigné, mesuré, mais du même coup un objet mort.

Depuis la dépossession originelle des usages communaux, se perpétue cette gigantesque entreprise de guerre au vivant que l'on nomme économie. Que cette entreprise aboutisse maintenant, dans sa phase dévastatrice, à s'attaquer aux derniers peuples des forêts au nom de la « biodiversité » même est le prolongement d'une manœuvre qui rôde depuis le début des hostilités. C'est là l'insigne vérité de notre époque : la propagande autour de la gestion durable de la nature ou l'augmentation globale des réserves de biosphère n'est pas l'œuvre d'une quelconque « conscience environnementale » sans être aussi l'achèvement historique de l'*hégémonie du calcul*. En l'occurrence, le calcul de ce que les écologues appellent la « capacité de charge » des écosystèmes, c'est-à-dire le point limite d'exploitation que ces écosystèmes peuvent soutenir sans s'effondrer. Cette « capacité de charge » est le rejeton du « rendement soutenu » théorisé par nos économistes français du XVIII^e siècle, les physiocrates. Leur question centrale fut essentiellement la suivante : comment pouvoir accroître les « richesses renaissantes » (aujourd'hui on dirait « renouvelables ») sans détériorer les « biens-fonds », c'est-à-dire les ressources naturelles ?

3. Martin HEIDEGGER, *Essais et conférences*, Gallimard, Paris, 1958, p. 20.

Prenant appui sur la doctrine physiocratique, les ingénieurs voient la « nature » comme la source de toutes les richesses, par les produits issus de l'agriculture et des mines. À leurs yeux, c'est la nécessité des échanges et l'utilité des communications qui priment sur l'esthétique architecturale. Il s'agit de couper les montagnes pour établir des chemins, rendre les rivières navigables à l'aide de chaussées. Pour cette froide logique, supprimer les obstacles du relief, c'est aussi supprimer les obstacles au sein de la société et, s'il le faut, supprimer la société elle-même pour lui imposer son propre ordre, enfin rationnel : l'égalité des hommes passera inéluctablement par l'égalité de la production ! Mais quelle égalité ? L'égalité dans l'*uniformisation universelle*. L'ingénieur, cet individu providentiel, censé mener l'humanité vers le Progrès, se présentera donc comme le seul et unique maître du Plan. Auquel il faut évidemment obéir. Lui seul sait. Son projet dessiné sur la carte, par coupes géométriques, n'aura pas tant l'allure de la perspective architecturale que celle de l'écorché d'anatomie. C'est une fois mis à plat et incisé que le corps du territoire livre ses secrets.

Cette vision brutale est la continuation du plus pur programme mécaniciste. Le philosophe anglais Francis Bacon qui, un siècle plus tôt, avait lancé les bases de sa méthode judiciaire d'interrogation de la nature disait des « secrets » de celle-ci qu'ils « se révèlent plutôt sous la torture des expériences que lorsqu'ils suivent leur cours naturel⁴ ». C'est à la raison de l'Homme et aux « esprits industriels » que revient le pouvoir discrétionnaire d'interroger la nature par tous les moyens légitimes si, pourrait-on dire, elle « refuse de parler ». La nature est ainsi dominée en se « dévoilant » sous l'œil inquisiteur de la Science. La matière et la terre elle-même sont traitées dans cette idéologie moderne comme des entités passives qui ne sont là, à disposition, que pour être travaillées, semencées, enfantées par la puissance de l'ingénieur et de ses machines.

4. Pierre HADOT, *Le Voile d'Isis*, Gallimard, Paris, 2004, p. 132.

Carolyn Merchant a admirablement établi le lien historique, incrusté au cœur de la pensée occidentale, entre l'asservissement de la nature vue comme une entité féminine et le programme scientifique de Hobbes, Descartes et Bacon. Face à une nature considérée jusqu'alors sous les traits d'un être nourricier, la révolution scientifique a fait prévaloir une image de celle-ci comme un désordre qu'il fallait dominer et contrôler. La perception organique de la nature s'appuyait sur des formes d'organisation paysannes, que Merchant appelle des « communes territoriales » où les biens communs, forêts, pâtures et eau, étaient organisés par une « juridiction paysanne ». Avec le développement des besoins industriels en bois de marine et de charbon, c'est évidemment ces communes et leurs terres qui ont été attaquées par le vaste mouvement des *enclosures*, notamment en Angleterre dès le XVI^e siècle, mais également en Hollande, en Italie et en France. Les forges à métaux avaient une demande importante en bois pour la fonte des minerais. Les marines nationales, quant à elles, réquisitionnaient des stocks gigantesques de bois de construction.

Mais c'est bien dans la méthode mécaniciste de Bacon que Carolyn Merchant voit la légitimation philosophique de cette exploitation dévastatrice de la nature. « Comme le ventre de la femme a cédé symboliquement le passage aux forceps de la science, les secrets abrités dans le ventre de la nature seront eux aussi arrachés de son étreinte par la technologie, pour être utilisés dans le seul développement de la race humaine. Bacon, par une frappante métaphore, transforme ainsi le magicien (devenu scientifique) d'un serviteur de la nature en son exploitateur, et la nature d'une enseignante en une esclave⁵. »

Toutes les puissances organiques de la nature, trop « animales » ou « féminines », trop vitales ou trop incontrôlables pour le pouvoir en place, sont ainsi réduites par un système de pensée niant toute forme d'altérité.

5. Carolyn MERCHANT, *The Death of Nature, Women, Ecology and the Scientific Revolution*, Harper One, San Francisco, 1980, p. 169.

À un niveau très matériel, et à même la Terre, le voilà pourtant le chiffre de la domination de l'économie, le voilà pourtant le *nouveau nomos* : 70 milliards de tonnes. 70 milliards de tonnes de matières extraites par an ! Par le menu, cela donne : 4,5 milliards de tonnes de pétrole, 3 479 milliards de m³ de gaz, 7,8 milliards de tonnes de charbon, 3,2 milliards de tonnes de minerai de fer, 220 millions de tonnes de roche phosphatée, 234 millions de tonnes de bauxite, 35 millions de tonnes de potasse, 29 millions de tonnes de chrome, 18,7 millions de tonnes de cuivre, 18 millions de tonnes de manganèse, 13,3 millions de zinc, 5,5 millions de tonnes de plomb, 2,4 millions de tonnes de nickel, 2 millions de tonnes d'amiante, 296 000 tonnes d'étain, au moins 110 000 tonnes d'oxydes de terres rares, 59 500 tonnes d'uranium... sans compter les morts-terrains, les stériles, les résidus, la déforestation, et les sols perdus par l'érosion². C'est l'addition, si l'on peut dire, qu'il nous faut payer chaque année pour fournir en « ressources naturelles » les chaînes de production de ce monde, tous secteurs confondus. 70 milliards de tonnes ! Cela pourrait déjà donner le tournis, mais, pire, ce montant a quelque chose de cataclysmique. Un saut a été franchi dans l'histoire de l'humanité. Un saut en quantité mais aussi en

2. Anna BEDNIK, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Le passager clandestin, Paris, 2016, p. 94.

intensité, aucune partie de la planète n'étant désormais à l'abri des mines, des puits, de l'exploitation de gisements et de la déforestation pour simplement « accéder » à ces mines. Conjointement à la « sanctuarisation » de zones naturelles, la ruine de la Terre devient partout la règle.

La France lorgne le sous-sol marin de ses colonies polynésiennes pour prospecter des gisements de terres rares, essentielles à la troisième révolution industrielle puisqu'elles rentrent dans la composition de toute l'informatique. Le Danemark, la Suède, l'Australie, les États-Unis, tout le monde veut sa part du gâteau et est prêt à tout pour exploiter son propre sous-sol ou ses fonds marins afin de seulement espérer « bousculer le monopole de la Chine » dans la production de terres rares. Il n'est plus seulement question d'aller piller les ressources dans les « dernières frontières », comme on le disait des mines des pays du Sud, mais encore dans les « pays développés » eux-mêmes. Ce fut le cas d'ailleurs dès l'aube de la révolution industrielle, où le développement de l'extraction des mines de charbon en Europe a été intrinsèquement lié à ces « hectares fantômes », c'est-à-dire aux terres exploitées des colonies qui permettaient un surplus de matières premières. Le rapport colonial est sans doute aujourd'hui plus homogénéisé. Ceux qui se sont penchés sérieusement sur la question extractiviste le disent sans ambiguïté : c'est à présent la *Terre entière qui est devenue la colonie*. Et les mines s'ouvrent partout.

Ce stade « obsessionnel de l'extractivisme », comme le dit très bien Anna Bednik, donne à notre époque l'image psychotique d'un monde *coupé* du réel, un monde mobilisé à produire des machines qui extraient les matières premières pour la fabrication d'autres machines, fabriquant à leur tour d'autres machines... mais sans que jamais l'origine de cette gigantesque machinerie n'apparaisse telle quelle : un désastre. En économie, on a le sens de l'oxymore. On appelle ça un « découplage ». Entendez le découplage entre la croissance et l'extraction, le découplage entre l'économie et ses impacts. On ne pouvait mieux trahir une aussi totale *désincarnation*.